



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 34 – 20 octobre 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- La National Infrastructure Commission appelle le gouvernement à déployer plus de 30 Md£/an d'investissements publics dans les infrastructures

### Climat & Energie

- L'Ofgam et les fournisseurs s'inquiètent du niveau de la dette énergétique des ménages, en hausse de 13 % depuis l'an dernier
- Le gouvernement dévoile un plan de 650 M£ pour soutenir la recherche dans la fusion nucléaire

### Environnement

- Le gouvernement lance une consultation en vue de l'interdiction des lingettes jetables contenant des plastiques
- 4 ONG environnementales définissent des principes pour préserver l'intégrité écologique des « investissements pour la nature »

### Industrie

- Le gouvernement déploie un financement de 200 M£ pour le développement de poids-lourds zéro-émissions
- Le syndicat représentant l'industrie automobile appelle à retarder la mise en œuvre des nouvelles règles d'origine pour les véhicules électriques

### Transports

- L'autorité britannique de la concurrence approuve la décision du régulateur du transport aérien de demander à l'aéroport d'Heathrow de réduire ses redevances aéroportuaires

## Fait marquant

### La *National Infrastructure Commission* appelle le gouvernement à déployer plus de 30 Md£/an d'investissements publics dans les infrastructures

Dans son dernier rapport sur les infrastructures nationales ([Second National Infrastructure Assessment](#)), publié tous les 5 ans, la *National Infrastructure Commission* présente ses recommandations pour la transformation des infrastructures de réseau (énergie et transport en particulier) pour les 30 prochaines années.

Sur l'énergie, la NIC recommande au gouvernement de prendre des décisions fortes et de soutenir les ménages pour assurer la capacité des infrastructures du pays à accompagner la transition bas carbone. Alors que 88 % des bâtiments anglais sont chauffés au gaz, 7 millions de bâtiments devront se passer des énergies fossiles pour se chauffer pour atteindre les objectifs de décarbonation à l'horizon 2035. La Commission juge notamment que l'électrification et les réseaux de chaleur sont les seules options viables pour décarboner les bâtiments à grande échelle. Elle désapprouve le projet du gouvernement de développer le chauffage à l'hydrogène. Elle recommande d'investir 1,5 à 4,5 Md £ par an dans les bâtiments publics et le secteur du logement social, 1 à 4 Md £ par an pour prendre en charge intégralement l'installation de pompes à chaleur et de travaux d'isolation thermique pour les ménages très modestes et de porter à 7 000 £ l'aide gouvernementale pour installer une pompe à chaleur ou se raccorder à un réseau de chaleur avec une possibilité de financement à taux zéro pour le reste à charge.

En matière de transports, elle recommande en priorité « un examen urgent et complet des priorités ferroviaires pour le Nord et les Midlands à la suite de la récente décision du gouvernement sur le projet [de ligne à grande vitesse] HS2 ». Cet examen devrait, selon elle, déboucher sur une stratégie intégrée d'amélioration des infrastructures routières et ferroviaires. Elle recommande également une amélioration des réseaux de transport urbain hors de Londres, qui devrait selon elle s'accompagner de la mise en place de péages urbains pour limiter le trafic routier.

La Commission appelle par ailleurs à construire de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en eau et à rénover les infrastructures existantes afin de limiter les fuites et de réduire la consommation totale.

Enfin, sur le traitement des déchets, la Commission indique que le Gouvernement devrait mettre en œuvre de manière urgente des réformes visant à atteindre un objectif de recyclage de 65 % d'ici 2035 et à éliminer progressivement les usines de production d'énergie à partir de déchets qui n'incluent pas d'installations de capture du carbone.

La Commission calcule que le suivi de ces recommandations nécessiterait un financement public à hauteur d'1,3% du PIB jusqu'en 2040, soit en moyenne 39 Md£/an (dont 6 Md£/an pour les infrastructures ferroviaires et 4,5 Md£/an pour les infrastructures routières).

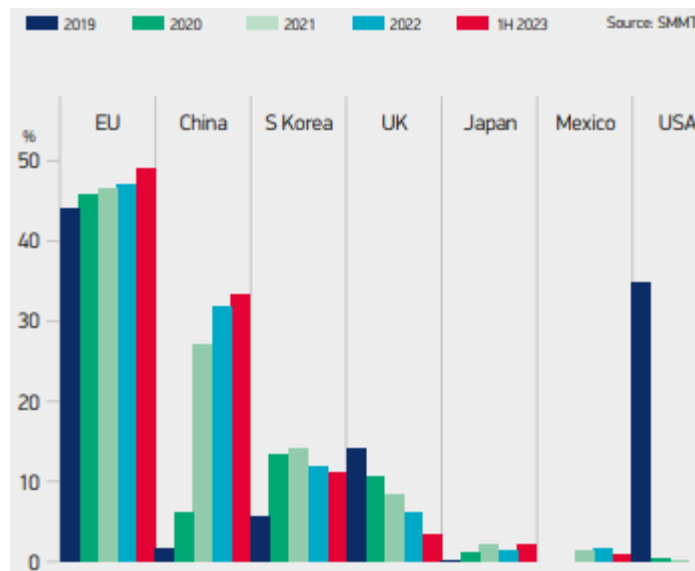
Les investissements du secteur privé devront, eux, passer d'environ 30-40 Md£ au cours de la dernière décennie à 40-50 Md£ dans les années 2030 et 2040. Pour développer l'investissement privé, la Commission insiste sur la nécessité d'établir des stratégies claires et lisibles afin de donner de la visibilité aux investisseurs. Elle souhaite notamment que soit mis en place un « système de planification pour les grands projets, en particulier dans le domaine énergétique, avec des stratégies nationales régulièrement mises à jour par le gouvernement et une planification spatiale stratégique ».

## Le chiffre de la semaine

3400£

Il s'agirait du montant de l'augmentation du prix d'une nouvelle voiture électrique importée au R-U depuis l'UE si le Royaume-Uni et l'UE ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur un report de l'entrée en vigueur des règles d'origine sur les véhicules électriques prévues par l'Accord de commerce et de coopération, selon la *Society of Motor Manufacturers and Traders* (SMMT).

## Le graphique de la semaine



Ce graphique, publié par le syndicat représentant de l'industrie automobile SMMT, présente la part de sept pays et régions d'origine, dans les ventes de véhicules 100% électriques au R-U. Il met en évidence la forte exposition du marché britannique aux véhicules importés depuis l'UE et la croissance significative des importations depuis la Chine.

## Climat & Energie

**Flash** – Dans son dernier [rapport](#), la commission des comptes publics du Parlement juge que le déploiement des compteurs communicants (*smart meters*) est encore trop lent au Royaume-Uni, ces derniers souffrant d'une mauvaise réputation.

### L'Ofgem et les fournisseurs s'inquiètent du niveau de la dette énergétique des ménages, en hausse de 13 % depuis l'an dernier

Selon un sondage du comparateur [Uswitch](#) mené auprès de 2 000 personnes, la dette des ménages sur leur facture énergétique aurait atteint 216 £ en moyenne, en hausse de 13 % par rapport à l'an dernier à la même période. Le nombre de ménages endettés auprès de leur fournisseur a également augmenté de 11 %, passant de 2,8 millions à 3,2 millions. Le régulateur du secteur, l'Ofgem, s'inquiète des conséquences de ce phénomène pour la solidité financière des fournisseurs. La dette cumulée s'élèverait en effet à près de 2,6 Md £. L'Ofgem a ouvert une consultation sur une hausse exceptionnelle du *price cap* de 17 £ par an en moyenne, qui pourrait s'appliquer à partir d'avril 2024. Les fournisseurs d'énergie ont annoncé le 12 octobre dernier des engagements volontaires supplémentaires pour accompagner au mieux les ménages endettés les plus vulnérables ([Winter 2023 Voluntary Debt Commitment](#)).

### Le gouvernement dévoile un plan de 650 M£ pour soutenir la recherche dans la fusion nucléaire

Le gouvernement britannique a dévoilé son programme [Fusion Futures](#), doté de 650 M£ pour soutenir la recherche et le développement de la fusion nucléaire. Le ministre délégué en charge du nucléaire, Andrew Bowie, a annoncé lors de la conférence internationale de l'AIEA sur la fusion que ce programme prévoyait la création de 2 200 places de formation, la construction d'un nouveau centre de test du cycle du combustible et des investissements dans des start-up de la fusion nucléaire.

## Environnement

**Flash** – La filiale britannique de la banque espagnole Santander a annoncé un [nouveau partenariat avec National Parks UK](#) pour le financement de projets de restauration de la nature dans le Lake District.

### Le gouvernement lance une consultation en vue de l'interdiction des lingettes jetables contenant des plastiques

Le gouvernement britannique, associé aux exécutifs écossais, gallois et nord-irlandais, a ouvert une [consultation sur l'interdiction de la fabrication et de la vente des lingettes jetables contenant des plastiques](#). Cette démarche s'inscrit dans le cadre du plan gouvernemental pour améliorer la



qualité de l'eau, réduire la pollution plastique et limiter les pressions sur le système de traitement des eaux usées du pays. Selon la campagne *Bin the Wipe* lancée par *Water UK*, 90 % des lingettes jetables contiendraient des plastiques et elles seraient responsables de 94 % des blocages de canalisations.

#### 4 ONG environnementales définissent des principes pour préserver l'intégrité écologique des « investissements pour la nature »

Les quatre ONG environnementales les plus renommées du Royaume-Uni (*The Wildlife Trusts*, *Royal Society for the Protection of Birds*, *Woodland Trust* et *National Trust*) se sont accordées pour définir un corpus de principes ([Voluntary Nature Market Principles](#)) afin de s'assurer que les investissements publics et privés sur les « marchés pour la nature » respectent bien les meilleurs standards environnementaux. Cette initiative se veut une réponse aux récentes inquiétudes d'un manque d'intégrité environnementale des « crédits carbone » échangés sur certains marchés. Parmi les principes définis à l'attention des porteurs de projet, on retrouve la permanence dans le temps des bénéfices environnementaux des projets financés, l'additionnalité de ces bénéfices par rapport à une situation contrefactuelle sans projet ou encore un contrôle *a posteriori* des bénéfices environnementaux réalisés par rapport aux promesses initiales. Côté demande, les ONG recommandent aux investisseurs d'avoir une stratégie de transition écologique alignée sur les objectifs de neutralité carbone et de protection de la nature, ainsi que d'avoir mis en place les meilleures pratiques de gestion et de rapportage de leurs impacts environnementaux. Ces principes s'appliqueront notamment aux investissements réalisés par le *Big Nature Impact Fund*, auquel le gouvernement britannique a souscrit à hauteur de 30 M£.

## Industrie

**Flash** – Le Crown Estate, gestionnaire des propriétés foncières de la Couronne, a accordé à l'entreprise minière Cornish Tin un permis d'exploration lui donnant, pour une durée de six ans, l'exclusivité du droit de prospecter des réserves d'or et d'argent sur deux sites en Cornouailles.

**Flash** – Le directeur général de Rolls-Royce, Turfan Ergilbilgic, a annoncé que l'entreprise procéderait à une restructuration de certaines de ses activités qui aboutirait à la destruction de 2000 à 2500 emplois au R-U (environ 6% des 42 000 salariés de l'entreprise).

#### Le gouvernement déploie un financement de 200 M£ pour le développement de poids-lourds zéro-émissions

Le Department for Transport [a annoncé](#) l'attribution d'un financement total de 200 M£ à quatre projets de décarbonisation des poids lourds au Royaume-Uni. Selon le DfT, ces subventions permettraient la production de 370 camions zéro-émission et l'installation de 57 sites de recharge électrique. L'un des projets financés est celui de l'entreprise de systèmes de recharge rapide Voltempo, qui vise à fournir jusqu'à 100 poids lourds électriques en partenariat avec Renault Trucks, Scania et DAF. Une part de la subvention soutiendra également un projet mené par le

producteur d'hydrogène Protium, qui vise à déployer une trentaine de poids lourds à pile à combustible et à installer trois stations de ravitaillement sur l'autoroute M4.

## Le syndicat représentant l'industrie automobile appelle à retarder la mise en œuvre des nouvelles règles d'origine pour les véhicules électriques

La *Society of Motor Manufacturers and Traders* (SMMT) a exhorté, dans [un rapport](#), l'UE et le Royaume-Uni à retarder de trois ans la mise en œuvre des nouvelles exigences en matière de règles d'origine sur les batteries. Celles-ci pourraient conduire à imposer des droits de douane de 10 % sur les véhicules dont les batteries ne seraient pas conformes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Selon les calculs effectués par la SMMT, le coût total de ces droits de douane s'élèverait à 4,3 Md£ pour les consommateurs britanniques et européens, avec une hausse du coût moyen par véhicule de 3600£ pour les véhicules électriques britanniques vendus dans l'UE et de 3400£ pour les véhicules européens vendus au R-U. De manière plus générale, la SMMT appelle le gouvernement britannique à mieux intégrer les besoins de l'industrie des véhicules électriques dans les accords de libre-échange signés par le R-U en systématisant la réduction des droits de douane sur les batteries et véhicules électriques.

## Transports

**Flash** – Deutsche Bahn serait proche d'un accord avec le fonds d'investissement en infrastructures I Square Capital pour la vente de sa filiale internationale Arriva, qui emploie 35 000 personnes et dispose d'une très forte présence dans le transport urbain et ferroviaire au Royaume-Uni.

## L'autorité britannique de la concurrence approuve la décision du régulateur du transport aérien de demander à l'aéroport d'Heathrow de réduire ses redevances aéroportuaires

La *Competition and Markets Authority* (CMA) a [estimé](#) mardi que la décision de la *Civil Aviation Authority* (CAA) d'obliger l'aéroport d'Heathrow à réduire ses redevances d'atterrissage était justifiée « sur la plupart des points ». La CAA avait ordonné à l'aéroport d'Heathrow de réduire ses redevances de près d'un cinquième à compter de 2024 (de 31,57 £ par passager à 25,43 £). Les compagnies aériennes British Airways et Virgin Atlantic avaient fait appel de la décision, demandant à la CAA de prescrire des réductions plus importantes. Les deux compagnies estimaient notamment que l'aéroport n'était pas fondé à relever ses redevances pour compenser les pertes accusées pendant la pandémie. L'aéroport d'Heathrow avait également fait appel, estimant à l'inverse que la réduction demandée pénaliserait sa capacité à investir, en particulier après les pertes de chiffre d'affaires causées par la pandémie de Covid-19.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs : Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérém Mast  
(Energie, Environnement, Climat), revue par  
Karine Maillard

Pour s'abonner : [londres.adgtresor.gouv.fr](http://londres.adgtresor.gouv.fr)